

à Saint-Denis, le 30 avril 2020

**Police partout, justice sociale nulle part:
Un plan d'urgence pour le 93, pas des coups de matraque**

Depuis le début du confinement en France, les témoignages de violences policière se sont multipliés.

Si peu de gens semblent être à l'abri de l'arbitraire policier, il est clair que les quartiers populaires ont dès le début été les cibles privilégiées de la répression, en témoigne le nombre record d'amendes dans le 93 pour un département où le confinement n'est pas moins bien respecté qu'ailleurs.

En témoigne aussi la multiplication des scènes de violence, filmées ou simplement racontées par les témoins et victimes : tabassages, coups de matraque, de poings, de pieds, tir de taser, de gaz lacrymogène, insultes, humiliations et verbalisations abusives...

Les habitant·es de ces quartiers sont plus pauvres qu'ailleurs, subissent le racisme au quotidien, sont moins bien soigné·es faute d'infrastructures et de médecins en nombre suffisant, sont la cible d'attaques médiatiques incessantes qui les présentent comme des sous-citoyens. Aujourd'hui ils et elles subissent un confinement devenu intenable compte tenu de leurs conditions de vie, et une précarisation extrême au point que certain·es dépendent des distributions de nourriture pour survivre.

Alors lorsque la police française ajoute comme c'est trop souvent son habitude, la violence et les brimades à tout cela, une partie de la jeunesse se révolte à coup de feux d'artifices. Et cette révolte est légitime.

Il est intolérable qu'aujourd'hui il soit possible d'entendre des policiers dire "Un bicot comme ça, ça nage pas [...] Haha ça coule, tu aurais dû lui accrocher un boulet au pied" au sujet d'un homme qui s'est jeté dans la Seine pour les éviter¹. Il est intolérable qu'une jeune mère de famille² soit tabassée en rentrant des courses. Il est intolérable qu'un travailleur soit menacé, insulté et verbalisé sans raison en rentrant chez lui le soir³.

Ce dont les quartiers populaires ont besoin, c'est d'investissements massifs dans les services publics et de mesures à la hauteur de l'urgence sanitaire et sociale.

Nous, habitant·e-s et travailleurs et travailleuses du 93 devons être traité·es avec respect, et ne pas subir, en plus du lourd tribut payé au Covid-19, la violence et le mépris de l'Etat.

1. A l'Ile-saint-denis <http://www.leparisien.fr/hauts-de-seine-92/deux-policiers-des-hauts-de-seine-suspendus-apres-s-etre-denonces-pour-des-propos-racistes-a-l-ile-saint-denis-27-04-2020-8306988.php>
2. A Aubervilliers <https://www.humanite.fr/je-rentrais-des-courses-jai-pris-un-coup-de-taser-687274>
3. A Aulnay-sous-bois <https://www.bondyblog.fr/societe/police-justice/ecoute-moi-bien-sale-arabe-tu-prends-ta-voiture-et-tu-vas-te-faire-enculer-ailleurs/>